

Le Président Juncker participe au sommet social tripartite

Demain, le Président Juncker participera au sommet social tripartite à Bruxelles. Il sera accompagné du Vice-Président en charge de l'Euro et du Dialogue Social, Valdis **Dombrovskis**, et de la Commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, Marianne **Thyssen**. Le sommet social tripartite est une opportunité biannuelle d'échanges entre les représentants des organisations européennes d'employés et d'employeurs, la Commission européenne, le Conseil européen, les chefs d'états ou de gouvernements de l'UE et les ministres de l'Emploi et Affaires Sociales des pays détenant l'actuelle et la prochaine présidence du Conseil des Présidents de l'UE. Cette édition est intitulée "réalisation des objectifs du socle européen des droits sociaux", un sujet qui fera aussi l'objet de discussions au Conseil européen du 22 et 23 mars. Lors du sommet tripartite social, les participants débattront sur la manière de renforcer l'innovation, la création d'emplois et l'équité sociale dans le cadre financier pluriannuel, les défis pour l'emploi et le dialogue social dans le cadre des nouvelles formules de travail et enfin la convergence économique et sociale pour renforcer la croissance. Une conférence de presse aura lieu vers 17h15 et pourra être suivie [ici](#). Plus d'informations sur le sommet et sur le Socle Européen des Droits Sociaux peuvent être trouvées [en ligne](#). Une déclaration conjointe sera disponible [ici](#). (Pour plus d'informations: Christian Wigand – Tél.: +32 229 62253; Mélanie Voin – Tél.: +32 229 58659)

WiFi4EU: la Commission ouvre la phase d'inscription pour le financement par l'UE des points d'accès à internet sans fil gratuit dans les espaces publics

Aujourd'hui, la Commission européenne a lancé le portail Web WiFi4EU. À l'heure actuelle, les municipalités de toute l'Europe sont invitées à enregistrer leurs données avant le premier appel à projets à la mi-mai, afin de bénéficier du financement de l'UE pour construire des points d'accès WiFi gratuit. Le programme WiFi4EU offre des bons d'une valeur de 15 000 euros aux municipalités pour la mise en place de points d'accès WiFi gratuits dans les espaces publics, notamment les bibliothèques, les musées, les parcs publics et les places publiques. Comme l'a déclaré le Président Jean-Claude **Juncker**, l'initiative WiFi4EU vise à connecter "chaque village européen et chaque ville avec un accès gratuit à internet sans fil autour des principaux centres de la vie publique d'ici à 2020". Les municipalités peuvent utiliser les bons WiFi4EU pour acheter et installer des équipements Wi-Fi (points d'accès sans fil) dans les centres de leur vie publique locale. Les coûts de maintenance du réseau seront couverts par la municipalité. Les réseaux financés par WiFi4EU seront gratuits, sans publicité et sans collecte de données personnelles. Le financement ne sera accordé qu'aux réseaux qui ne dupliquent pas les offres publiques ou privées gratuites d'une qualité similaire dans le même espace public. Vous pouvez trouver plus d'informations dans un

[communiqué de presse](#), [Q&A](#) et une [fiche d'information](#). La procédure pour faire une demande de bon est également expliquée dans une [vidéo](#) ainsi qu'une [présentation](#) étape par étape. (Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel.: +32 229 56172; Inga Höglund Tel.: +32 229 55040; Julia-Henriette Bräuer – Tel.: +32 229 80707)

Le Plan Juncker atteint 274 milliards d'euros d'investissements mobilisés

Le Plan Juncker devrait désormais générer 274 milliards d'euros d'investissements dans l'UE et bénéficier à 600 000 PME. Cela représente environ 87% de l'objectif initial de mobiliser 315 milliards d'euros d'ici à l'été 2018. Ces nouveaux chiffres font suite aux dernières transactions du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) qui doivent être approuvées par le Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (BEI). Grâce à la garantie du budget de l'UE dans le cadre du Plan Juncker, le groupe BEI a approuvé un financement de 55 milliards d'euros pour des projets et des PME dans les 28 États membres qui mobiliseront les 274 milliards d'euros d'investissements. Concrètement, 374 projets d'infrastructure et d'innovation – représentant un financement de 41,3 milliards d'euros – ont été approuvés dans le cadre de le FEIS. En outre, 389 conventions de financement – d'un montant de 13,7 milliards d'euros – ont été approuvées pour les petites entreprises (PME). Actuellement, les cinq premiers pays classés en fonction de l'investissement FEIS déclenché, par rapport au PIB, sont la Grèce, l'Estonie, la Bulgarie, le Portugal et l'Espagne. (Pour plus d'information: Christian Spahr – Tel.: +32 229 56153; Siobhán Millbright – Tel.: +32 229 57361)

Le marché unique a 25 ans: les Présidents du Parlement européen, de la Commission et de la présidence tournante du Conseil saluent ses avancées fondamentales au bénéfice de tous les Européens

“Un marché, une Europe”: le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude **Juncker**, et le titulaire de la présidence tournante du Conseil et Premier ministre de la Bulgarie, Boyko Borissov, ont publié aujourd'hui une déclaration conjointe pour saluer les 25 ans du marché unique de l'Union européenne. *“Le marché unique offre aux citoyens européens des libertés et des opportunités dont nos parents et grands-parents pouvaient seulement rêver et notre économie sociale de marché profite à chacun d'entre nous”*, ont-ils déclaré, ajoutant: *“Au cours des 25 dernières années, nous avons fait des avancées majeures. Nous n'avons plus à payer des frais d'itinérance pour nos téléphones mobiles, nos factures d'énergie sont moins chères, nos droits de consommateurs mieux protégés, et ce où que nous fassions nos achats en Europe. Et nous continuons à améliorer, jour après jour, le fonctionnement de notre marché unique, en mettant fin au géo-blocage non-autorisé, en donnant aux consommateurs plus de choix quand il s'agit de leurs placements de retraite ou en améliorant l'accès aux contrats de marchés publics”*. Vous pouvez retrouver l'intégralité de la déclaration conjointe [ici](#) (Pour plus d'informations: Lucía Caudet –

Tél.: +32 229 56182; Maud Noyon – Tél.: +32 229-80379; Victoria von Hammerstein – Tél.: +32 229 55040)

La Commission démontre comment la science et l'innovation peuvent bénéficier au patrimoine culturel européen

Dans le cadre de [l'Année européenne du patrimoine culturel 2018](#), la Commission européenne organise aujourd'hui [une conférence de haut niveau Horizon 2020](#) sur l'innovation et le patrimoine culturel afin de présenter certaines des innovations les plus prometteuses pour préserver et valoriser le patrimoine culturel européen pour les générations futures. Le commissaire chargé de la Culture, la Jeunesse et du Sport, Tibor **Navracsics** a déclaré: *"Nous devons préserver notre patrimoine culturel pour les générations futures. La recherche et l'innovation sont nos grands alliés – ils offrent des solutions avancées et des technologies pour y parvenir. Nous profitons de l'occasion de l'Année européenne du patrimoine culturel pour mettre en évidence les projets à long terme capables de protéger et de promouvoir le patrimoine."* Le commissaire **Moedas**, chargé de la recherche, des sciences et de l'innovation a ajouté : *"Le patrimoine culturel est une source d'innovation illimitée où les traditions rencontrent des technologies de pointe. Notre ambition est de faire de l'Europe le leader mondial de l'innovation patrimoniale avec le soutien d'Horizon 2020, le programme européen de financement de la recherche et de l'innovation."* La commissaire **Gabriel**, chargée de l'économie et de la société numériques, a conclu: *"Les innovations technologiques et numériques ont un potentiel unique car elles facilitent l'accès à notre patrimoine d'une manière qui n'a jamais été atteinte dans notre histoire. Par exemple la plateforme Europeana n'est pas juste un trésor numérique qui préserve notre patrimoine culturel mais un canal et une porte ouverte sur notre passé, présent et futur."* Vous pouvez trouver un communiqué de presse [en ligne](#). (Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel. +32 229 67083; Joseph Waldstein – Tel. +32 229 56184)

Le commissaire Navracsics se félicite de la participation de l'Arménie au programme Europe créative

Le commissaire chargé de la Culture, la Jeunesse et du Sport, Tibor **Navracsics**, et le ministre de la Culture de la République d'Arménie, Armen Amiryan, signeront aujourd'hui un accord sur la participation de l'Arménie au programme [Europe Créative](#) lors d'une cérémonie à Bruxelles. A cette occasion, le commissaire **Navracsics** a déclaré : *"Je me félicite de cette nouvelle occasion de renforcer la coopération UE-Arménie par le biais de la culture. La signature de cet accord est l'un des résultats concrets de la stratégie de l'UE en matière de relations culturelles internationales. Il représente une avancée majeure dans le renforcement du partenariat oriental puisque l'Arménie est le quatrième pays de ce partenariat, après la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, à rejoindre l'Europe créative. Je suis très heureux de construire des ponts au cours de notre Année européenne du patrimoine culturel, qui est une excellente occasion de mieux faire connaître notre patrimoine culturel commun à travers le continent."* L'accord devra à présent être ratifié par le Parlement arménien avant que les candidats arméniens puissent participer aux appels à propositions 2018 du programme Europe Créative. Europe Créative est le programme de la Commission européenne qui

soutient la diversité culturelle et la compétitivité des secteurs culturels et créatifs européens et prévoit la participation des pays couverts par [la politique européenne de voisinage](#). L'Arménie rejoint le [sous-programme Culture](#) et le [volet intersectoriel](#) d'Europe Créative. L'accord constitue une étape importante dans le cadre de [l'accord de partenariat global et renforcé UE-Arménie](#) signé en novembre 2017. Avant la cérémonie de signature, le commissaire **Navracsics** tiendra une réunion bilatérale avec le ministre Amiryán. *(Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel.: +32 229 67083; Joseph Waldstein – Tel.: +32 229 56184)*

L'Union européenne lance une large coalition internationale pour approvisionner 2 millions de personnes en eau potable à Gaza

L'UE a accueilli aujourd'hui à Bruxelles la Conférence des donateurs pour le [projet de station centrale de désalinisation de Gaza et les travaux qui y sont associés](#). La Conférence, co-présidée par l'UE et l'Autorité palestinienne, a mobilisé un soutien financier d'un montant de 456 millions d'euros en faveur du plus important projet d'infrastructure dans la bande de Gaza. L'objectif du projet est de fournir un minimum de 55 millions de mètre-cube d'eau potable par an aux personnes en besoin urgent d'approvisionnement en eau. Le commissaire à la Politique Européenne de Voisinage et aux négociations d'élargissement, Johannes **Hahn**, a déclaré: *“Ce projet répond aux besoins les plus urgents à Gaza en fournissant de l'eau potable tout en contribuant à la croissance économique, à la soutenabilité environnementale et à la stabilité. Je suis fier que l'UE se soit engagée à hauteur de 70 millions d'euros pour la station de désalinisation ainsi que 7,1 millions d'euros pour financer les coûts de gestion. Le succès de la Conférence des donateurs d'aujourd'hui nous permet de franchir une étape supplémentaire vers la réalisation de ce projet, d'améliorer les conditions de vie et du développement économique à Gaza.”* Le [communiqué de presse](#) complet et la [fiche technique](#) relative au projet sont disponibles en ligne. Les photos et vidéos de la Conférence incluant les remarques des co-présidents et le point presse du commissaire **Hahn** seront mises en ligne ultérieurement sur [EbS](#). *(Pour plus d'informations: Maja Kocijančič – Tel.: +32 229 86570; Alceo Smerilli – Tel.:+32 229 64887)*

La 10e Conférence ministérielle sur le commerce donne une nouvelle impulsion à l'intégration économique euro-méditerranéenne

Les ministres du commerce et les hauts représentants commerciaux des pays membres de [l'Union pour la Méditerranée](#) se sont réunis hier à Bruxelles pour la 10e réunion ministérielle. Cette réunion, qui a eu lieu pour la première fois depuis 2010, a porté sur plusieurs domaines prioritaires liés au commerce et a produit deux plans d'action qui faciliteront et favoriseront le commerce et l'investissement dans la région. Cecilia **Malmström**, commissaire chargée du commerce, a déclaré: *“Nous avons fait des progrès concrets sur un certain nombre de questions et avancé encore d'un pas pour réaliser le potentiel économique de cette région grâce au commerce. Il reste encore du travail à faire, mais il est ressorti très clairement des discussions que les restrictions ou le protectionnisme ne sont jamais la solution et que la seule façon d'atteindre nos objectifs est d'avoir un commerce équitable et ouvert.”* Les ministres ont convenu de travailler en 2018 à de nouvelles règles

d'origine qui devraient offrir d'avantage de flexibilité aux entreprises quant à l'approvisionnement en composants et ingrédients dans diverses parties de la région. Ils ont aussi approuvé un plan d'action pour lutter contre le piratage et la contrefaçon, et pour coopérer dans un certain nombre de secteurs, entre autres l'automobile, le textile et l'habillement, les biens et services environnementaux et les secteurs des technologies de l'information et de la communication. Ils ont également discuté de la création éventuelle d'un groupe de travail régional sur la coopération sanitaire et phytosanitaire et d'une éventuelle feuille de route pour le rapprochement des exigences techniques pour les produits commercialisés dans la région. Les participants ont reconnu le grand potentiel qu'une zone de libre-échange régionale pourrait avoir une fois finalisée et se sont mis d'accord pour continuer le travail d'ici la réunion ministérielle de 2019. Plus d'informations sont disponibles [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tél .: +32 229 56172, Kinga Malinowska – Tél .: +32 229 51383)

Bon début d'année pour les exportations agroalimentaires de l'UE

La valeur des exportations agroalimentaires de l'UE en janvier 2018 a atteint 10,6 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 4,5% en termes de valeur par rapport à la même période il y a un an, selon le [dernier rapport mensuel sur le commerce agro-alimentaire](#). Avec des importations agroalimentaires à 10,3 milliards d'euros, l'UE a donc eu une balance commerciale positive de 300 millions d'euros en janvier 2018. Les plus fortes hausses des exportations mensuelles (janvier 2018 comparé à janvier 2017) ont été enregistrées pour le Japon, le Brésil la Russie et le Maroc. Par secteur, la plus forte croissance des exportations a été réalisée dans les aliments pour nourrissons, le sucre, les pâtes et la nourriture pour animaux de compagnie. Les importations de céréales (autres que le blé et le riz) et de fruits tropicaux ont augmenté. Le rapport de ce mois présente la balance commerciale et son évolution depuis février 2016 par catégorie de produit. Le vin est le produit ayant réalisé les gains les plus importants en exportations nettes. Le [rapport complet](#) est en ligne. (Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tel.: +32 229 56172; Clémence Robin – Tel: +32 229 52509)

Concentrations: la Commission autorise l'acquisition de Cirtet Groupe par Advent International

La Commission Européenne a approuvé, en vertu du règlement européen sur les concentrations, l'acquisition de Cirtet Groupe, basé en France par Advent International Corporation, société de capital-investissement basée aux Etats-Unis. Cirtet Groupe est actif sur les marchés des services d'installation et de maintenance de réseaux de télécommunications ainsi que sur le marché de la distribution de produits et services de téléphonie mobile. Advent International Corporation est un fonds d'investissement, détenant de nombreuses participations dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie, le commerce de détail, les médias, la communication, l'informatique, l'Internet, la santé et le secteur pharmaceutique. La Commission a conclu que la concentration envisagée ne soulèverait pas de problème de concurrence, compte tenu de son impact très limité sur la structure du marché. L'opération a été

examinée dans le cadre de la procédure simplifiée de contrôle des concentrations. De plus amples informations sont disponibles sur le [site internet concurrence](#) de la Commission, dans le [registre public](#) des affaires sous le numéro d'affaire [M.8821](#). (Pour plus d'informations: Ricardo Cardoso – Tel.: +32 229 80100; Maria Sarantopoulou – Tel.: +32 229 13740)

ANNOUNCEMENTS

Le commissaire Hahn sera demain en Tunisie pour souligner le soutien de l'UE au développement socio-économique de son partenaire privilégié : accent sur les réformes, l'innovation et la jeunesse

Johannes **Hahn**, commissaire à la Politique Européenne de Voisinage et aux négociations d'élargissement, sera à Tunis demain 21 mars afin de souligner le soutien de l'UE à la transition démocratique du pays, de lancer la Feuille de route conjointe pour l'avancement de réformes prioritaires avec le Premier ministre Youssef Chahed, et d'annoncer un nouveau soutien de l'UE à l'innovation et aux startups. La Tunisie est un partenaire clé pour l'Union européenne et l'UE soutient la création d'emplois, le développement socio-économique et le renforcement du rôle de la jeunesse à travers le pays. Avant son départ, le commissaire Johannes **Hahn** a déclaré : *«L'UE est déterminée à appuyer la démocratie tunisienne naissante et la transformation de son économie pour le bénéfice du jeune et dynamique peuple tunisien. L'UE et ses Etats membres sont les principaux partenaires de la Tunisie : en prenant en compte tous nos instruments, notre coopération s'élèvera bientôt à 10 milliards d'euros. Par ailleurs, notre appui fait la différence : depuis 2012, dans le seul secteur des TPMEs et grâce à l'UE, plus de 60,000 jeunes gens ont reçu des micro-crédits afin de créer ou de développer leur entreprise ; des centaines de petites entreprises ont aussi bénéficié d'appuis ciblés dans les domaines du marketing ou de la stratégie commerciale afin de favoriser leur croissance. J'annoncerai demain un programme d'appui aux startups, acteurs essentiels et dynamiques de l'économie tunisienne. Mais la prospérité n'est pas possible sans réformes ; je saluerai le travail des autorités et leur demanderai de continuer dans cette voie car de nombreuses réformes sont nécessaires pour le bien-être de la population.»* Le Commissaire rencontrera le Premier ministre Youssef Chahed ainsi que de jeunes entrepreneurs et divers acteurs de l'écosystème de l'innovation. Il signera aussi un nouveau programme d'appui à la société civile et aux instances indépendantes avec le Ministre du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Zied Ladhari. Les photos et vidéos de la visite seront disponibles sur [EbS](#). (Pour plus d'informations: Maja Kocijančič – Tel.: +32 229 86570; Alceo Smerilli – Tel.:+32 229 64887)

Le commissaire Hogan au Danemark pour participer à un dialogue citoyen sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture

Le Commissaire à l'agriculture et au développement rural, Phil **Hogan**, est aujourd'hui à Tønder, au Danemark, pour participer à un [dialogue citoyen](#) sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Intitulé "Défis pour l'UE et ses agriculteurs", le dialogue portera sur l'avenir de la politique agricole commune (PAC) et ses implications pour les agriculteurs danois et allemands.

Tønder se situe à la frontière entre le Danemark et l'Allemagne et a un lien étroit avec les deux pays. Outre le commissaire **Hogan**, les autres participants au dialogue citoyen sont M. Robert Habeck, Ministre de l'énergie, de l'agriculture, de l'environnement, de la nature et de la numérisation du Land allemand de Schleswig-Holstein, M. Erling Bonnesen, membre du Parlement danois, M. Joachim Rukwied, Président de l'Union européenne des agriculteurs (COPA) et président de Deutscher Bauernverband et M. Martin Merrild, président du Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation. La Commission a présenté le 29 novembre ses [orientations](#) sur l'avenir de la politique agricole commune. Ce dialogue avec les citoyens fait partie d'une série d'engagements entre la Commission et les principales parties prenantes du secteur agroalimentaire qui se poursuivent dans toute l'Union pour débattre de la PAC et de l'avenir de l'alimentation. Les dialogues avec les citoyens sont une caractéristique régulière du travail quotidien de la Commission Juncker. Tous les membres de la Commission se rendent dans des régions et des villes d'Europe pour dialoguer avec les citoyens et écouter leurs points de vue et attentes concernant l'avenir de l'Union. Depuis le début du mandat, plus de 130 dialogues ont eu lieu dans plus de 80 villes. Le dialogue d'aujourd'hui avec le commissaire Hogan commencera à 14h et sera [diffusé en ligne ici](#). *(Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tel.: +32 229 56 172; Clémence Robin – Tel.: +32 229 52509)*

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)